Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le président français Sarkozy soutient la ligne dure de Washington contre l'Iran

Par Antoine Lerougetel
Mondialisation.ca, 27 octobre 2009
WSWS 27 octobre 2009

Région : L'Europe
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: L'IRAN

Les appels belliqueux du président français, Nicolas Sarkozy, à agir contre les installations nucléaires iraniennes ont été accueillis avec surprise et satisfaction par les médias américains. Le soutien de Sarkozy à la ligne dure de Washington contre l'Iran fait partie des efforts plus généraux déployés par l'impérialisme français pour élargir sa sphère militaire et géopolitique mondiale. Ceci inclut les interventions entreprises au Kazakhstan et à Djibouti.

Le *Washington Post* du 1er octobre a fait savoir que : « La semaine dernière, à l'occasion de l'assemblée générale de l'ONU à New York, [Sarkozy] a durci son discours en disant que la main tendue avait été refusée dans ce qui semblait être un défi à Obama, et se demandait s'il valait la peine d'attendre un geste en retour. » Le *Post* cite Sarkozy disant sèchement, « Entre-temps, les centrifugeuses continuent de tourner. »

Dans un commentaire intitulé « La pique atomique française », le *Wall Street Journal* écrivait le 29 septembre, « Nous n'aurions jamais cru qu'un jour le président de France ferait preuve de plus de détermination que le commandant en chef des Etats-Unis en réponse à l'un des plus sérieux défis sécuritaires au monde. Mais c'est le cas. »

L'Allemagne et la France sont respectivement le premier et le quatrième investisseur les plus actifs en Iran. Sarkozy, en rupture avec la tradition nationaliste gaulliste pour une certaine indépendance par rapport aux Etats-Unis, est parvenu à la conclusion que les intérêts du capitalisme français en Iran et de par le monde seront infiniment mieux défendus au moyen d'une étroite collaboration avec les Etats-Unis. Ceci signifie une implication active dans les guerres néo-coloniales menées par les Etats-Unis pour s'assurer le contrôle de l'exploitation des ressources de la région. La décision prise l'année dernière par la France de réintégrer le commandement de l'OTAN en révoquant la décision de retrait de 1966 de Gaulle, s'inscrit pleinement dans le processus de Sarkozy de s'écarter du gaullisme traditionnel.

La politique étrangère du président français est motivée par l'intensification de la concurrence géostratégique entre grandes puissances pour les ressources énergétiques mondiales, tandis que l'Europe et les Etats-Unis sont de plus en plus défiés par la Chine. La crise économique mondiale accélère ce processus. La principale raison de cette ruée sont les énormes dépôts de gaz, de pétrole et autres ressources stratégiques d'Asie centrale et du bassin de la Mer Caspienne.

En juillet 2008, un livre blanc exposant les projets militaires de la France pour les quinze prochaines années préconisait une « concentration sur un axe géographique prioritaire,

allant de l'Atlantique jusqu'à la Méditerranée, au golfe Arabo-Persique et à l'océan Indien. » Le document poursuit, « Cet axe correspond aux zones où les risques impliquant les intérêts stratégiques de la France et de l'Europe sont les plus élevés. »

Sarkozy a justifié sa position dure envers l'Iran en suggérant que si Israël voyait trop peu de détermination de la part des Etats-Unis, il pourrait agir tout seul et porter des frappes aériennes contre les installations nucléaires iraniennes, une action qui aurait des conséquences incommensurables. Pour le moment, la menace d'un embargo, notamment sur le pétrole raffiné, est soulevé dans l'espoir d'obliger le gouvernement du président Mahmoud Ahmadinejad à abandonner le programme nucléaire.

La question de la possibilité pour l'Iran de développer l'arme nucléaire est exagérée afin de servir de prétexte à l'effort de l'impérialisme américain de créer en Iran un régime disposé à laisser les groupes américains exploiter ses réserves de pétrole et de gaz, comme c'est présentement le cas dans l'Irak occupé.

La rhétorique anti-Iran de Sarkozy fait partie de sa campagne islamophobe d'interdire le port de la burqa. Ces deux éléments visent à influencer l'opinion publique française et à organiser un soutien pour le militarisme français grandissant. Un sondage publié au printemps dernier a révélé que 68 pour cent de la population française désapprouvaient l'envoi de troupes en Afghanistan et seulement 15 pour cent se sont dit en faveur.

Dans le même temps, l'échec des Etats-Unis à créer un Irak stable, cela reste un bourbier militaire où quelque 120.000 soldats américains sont déployés, et les difficultés de plus en plus grandes à réprimer la résistance afghane, ont affaibli le gouvernement Obama et la crédibilité de l'impérialisme américain. La France, tout comme les autres rivaux des Etats-Unis, a bien l'intention de tirer parti de cette situation.

La visite de Sarkozy au Kazakhstan

Le 6 octobre, Sarkozy était en visite au Kazakhstan. *Le Monde* écrivait ce jour-là, « L'intérêt du Kazakhstan pour la France est avant tout géostratégique. Il veut en faire son allié privilégié en Asie centrale, comme le Brésil en Amérique latine, l'Egypte en Afrique, et l'Inde en Asie. En pleine guerre d'Afghanistan, la France veut aussi sécuriser l'approvisionnement et le transit des trois mille soldats français déployés dans ce pays. Elle a signé à cet effet un accord. »

Les intérêts géostratégiques auxquels *Le Monde* fait allusion comprennent en grande partie la finance, la défense, le matériel militaire et la sécurité des approvisionnements en énergie. Sarkozy était accompagné de représentants d'entreprises françaises. Les deux pays auraient signé 24 contrats d'un montant total dépassant 6 milliards de dollars.

Comme *Le Monde* le remarquait : « Paris veut aussi être en mesure de contourner la Russie pour s'approvisionner en hydrocarbures. Total et GDF Suez ont ainsi formalisé leur participation à l'exploitation du champ gazier de Khvalinskoye, pour un milliard d'euros. »

Ils ont obtenu une participation de 25 pour cent (1 milliard d'euros) sur un futur champ gazier et pétrolier situé en mer Caspienne qui devrait être développé conjointement par la firme pétrolière russe Lukoil et la société d'Etat kazakh KazMunaiGas. La production devrait entrer en service en 2016. Le champ est censé produire jusqu'à trois mille milliards de mètres cubes de gaz par an.

« Un consortium dirigé par la firme française Spie-Capag a signé un protocole d'accord s'élevant à 1,2 milliard de dollars pour la construction d'un oléoduc (Yeskene-Kurik) reliant le champ pétrolier kazakh de Kashagan au port d'Aktau sur le littoral de la Mer Caspienne. »

Le *Financial Times* écrivait le 6 octobre : « La région devrait jouer un rôle important pour contrebalancer la domination de l'OPEC sur les marchés pétroliers dans les deux décennies à venir. Kashagan, l'un des plus gros champs pétroliers du monde, serait opérationnel en 2012 pour produire finalement plus de 1,5 million de barils de pétrole. »

Le groupe nucléaire français Areva a signé un accord avec le Kazakhstan qui dispose de vastes réserves d'uranium et qui transfère 10 pour cent de sa production vers la France. D'autres accords commerciaux ont également été signés, y compris des contrats ayant trait à l'aéronautique, aux transports et au matériel militaire pour les forces armées kazakhes.

Le Kazakhstan n'a pas de frontière avec l'Afghanistan mais a une frontière commune avec deux autres pays d'Asie centrale, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, qui eux sont voisins de l'Afghanistan. Tous ces pays sont d'importants alliés dans la guerre des Etats-Unis et de l'OTAN contre l'Afghanistan et fournissent aux Etats-Unis des passages pour l'acheminement de matériel aux troupes qui y sont stationnées.

« Nous avons besoin du Kazakhstan pour résoudre la crise en Afghanistan et en Iran et pour établir de nouvelles relations avec nos amis russes dans la lutte contre les extrémismes, » a dit Sarkozy après la signature d'un accord de transit avec le Kazakhstan.

Selon une dépêche du 6 octobre de l'*Associated Press*, « Ces accords fournissent à l'OTAN une importante alternative au Pakistan où des convois d'approvisionnement en route vers l'Afghanistan ont été attaqués par des insurgés. »

La présence de la Chine dans la région montre que ce pays dispose d'un potentiel pour poursuivre ses propres intérêts aux dépens de ses rivaux européens et américains. Le *Financial Times* du 1er octobre signale que « Depuis ces dernières années, la Chine est en train d'augmenter ses investissements en Asie centrale, notamment au Kazakhstan avec lequel elle a une frontière en commun. Le Kazakhstan s'efforce de répartir équitablement ses intérêts géopolitiques entre les puissances rivales que sont la Russie, la Chine, les Etats-Unis et l'Europe, mais la crise économique la pousse davantage dans les bras de la Chine. »

Le journal ajoute, « En avril, la Chine a prêté 10 milliards de dollars au Kazakhstan pour assurer de futurs approvisionnements de pétrole et pour payer l'acquisition par China National Petroleum Corp. (CNPC) d'une part équitable de 50 pour cent de Mangistaumunaigas, un producteur de pétrole kazakh indépendant. Le CNPC allonge également un oléoduc du Kazakhstan à sa frontière nord-ouest et construit un nouvel oléoduc pan-Asie centrale pour acheminer du gaz à la Chine. »

Le *Financial Times* cite un analyste géopolitique disant : « Compte tenu de l'ampleur de l'investissement chinois dans ce pays, il semblerait à présent impossible pour le Kazakhstan de prendre une décision de politique étrangère allant à l'encontre de la volonté de Beijing. »

La France prend en charge la formation des troupes somaliennes à Djibouti

Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Pierre Lellouche, a effectué du 9 au 11 octobre une visite de trois jours à Djibouti. Ce déplacement a mis l'accent sur une plus forte présence militaire de la France dans la région et la volonté de l'Union européenne de

s'établir comme une puissance militaire mondiale capable de concurrencer les Etats-Unis. En tant qu'ancienne colonie française stratégiquement située sur le golfe d'Aden, emplacement de la plus importante base militaire française d'outre-mer, Djibouti occupe l'extrémité méridionale de la région du Moyen-Orient riche en pétrole et en gaz.

La France est également fortement impliquée dans l'«Opération Atalante », l'opération de l'UE pour combattre les actes de piraterie au large des côtes somaliennes. Un communiqué officiel publié par la *Diplomatie Française* et concernant la visite de Lellouche à Djibouti dit, « Ce déplacement, qui coïncide avec la visite à Djibouti des ambassadeurs du comité politique et de sécurité (COPS) de l'Union européenne, permettra également de mobiliser nos partenaires sur la nécessité de prolonger l'«Opération Atalante » par une contribution de l'Union européenne au renforcement de la sécurité dans la région. Celle-ci passe en premier lieu par la consolidation de l'Etat en Somalie. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'initiative française de formation des forces de sécurité somaliennes, qui a déjà permis de former 150 soldats somaliens à Djibouti. Nous agissons aussi pour renforcer l'action en mer à travers la formation et l'équipement de garde-côtes de pays de la région. »

La France assure présentement la formation d'un bataillon somalien de 500 hommes dans le désert djiboutien pour remplir les fonctions de gardes présidentiels et renforcer le fragile gouvernement somalien de transition de Cheikh Charif Cheikh Ahmed qui est impliqué dans une guerre civile avec les milices islamiques. Les Etats-Unis fournissent des armes aux soldats par le biais de l'Amisom (la mission de l'Union africaine en Somalie) et paient leur solde de 150 dollars US par mois. Le but de la France est de faire passer le nombre de gardes à quelque 3.000 hommes.

Lors d'une conférence des bailleurs de fonds en avril à Bruxelles, 144,8 millions d'euros ont été promis pour stabiliser le pays, une grande partie étant réservée pour aller aux forces de sécurité. Sarkozy a déclaré lors d'une réunion des ambassadeurs le 26 août que « la France ne laissera pas Al-Qaïda installer un sanctuaire à notre porte en Afrique. »

Lellouche a invité les ambassadeurs de l'UE à venir au Camp Mariam, la base française à Djibouti, et leur a demandé de contribuer à la formation de personnels militaires et d'interprètes**.** Il les a également invités à participer à une force militaire indépendante d'envergure mondiale pour l'impérialisme européen : « Pour la première fois, les Européens peuvent prendre eux-mêmes la décision de s'engager dans une zone lointaine qui concerne leurs intérêts. »

Le manque d'opposition partout en Europe de la part d'organisations telles le Parti La Gauche en Allemagne et le Nouveau parti anticapitaliste en France est souligné par un commentaire du *Monde* selon lequel l'intervention de la France en Somalie n'a « pas fait l'objet du moindre débat public. »

Ceux qui proclamaient en 2003 avant l'invasion de l'Irak que la « vieille Europe », à savoir la France et l'Allemagne, influencerait à la retenue le militarisme américain, ont eu tort. En 2003, ils pensaient pouvoir mieux servir leurs propres intérêts impérialistes en s'opposant à la décision américaine de faire cavalier seul et en réclamant le soutien officiel de l'ONU pour l'invasion. Mais, comme le dit le proverbe, les impérialistes n'ont pas d'alliés permanents, ils n'ont que des intérêts permanents.

Article original, WSWS. paru le 20 octobre 2009.

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Antoine Lerougetel, WSWS, 2009

Articles Par : Antoine Lerougetel

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca